

2. Parler au monde en français

1. INTRODUCTION

L'essor de nouveaux moyens de communication, dans les années 1950-1960, a été à l'origine de la structuration progressive d'un espace francophone international. Les premières associations mondiales de journalistes, de juristes, de parlementaires, d'universitaires francophones... se sont multipliées à la faveur des progrès de ce que l'on n'appelait pas encore les technologies de l'information et de la communication et de la plus grande facilité de voyager.

Dans ce contexte, depuis la création des Radios d'expression française en 1955, les **médias francophones** représentent des acteurs majeurs de la diffusion de la francophonie, qui est à la fois leur capital, leur matière première et leur valeur ajoutée. Les chefs d'État et de gouvernement de la Francophonie institutionnelle l'ont bien compris : ils ont désigné une chaîne

de télévision multilatérale bien connue, TV5MONDE, comme « opérateur des Sommets ». Comme on le verra plus loin (cf. p. 490), ces acteurs se sont diversifiés et, surtout, le marché des auditeurs et des téléspectateurs francophones suscite la convoitise bien au-delà des groupes ou entreprises de langue française.

Le partage d'une langue qui crée les conditions d'un dialogue au-delà des frontières est devenu un critère encore plus important avec le développement de l'univers numérique et de sa composante principale, Internet.

S'il est évident que la diversité linguistique gagne du terrain sur Internet, dont l'origine était marquée par l'usage exclusif de la langue de ses concepteurs (l'anglais), il n'est pas possible aujourd'hui d'avoir une représentation exacte du poids des différentes langues. L'étude produite à l'occasion de la présente



publication, en segmentant son approche et en considérant les locuteurs de français au sens de nos estimations, parvient tout de même à démontrer que la **langue française fait partie du peloton de tête des langues les plus utilisées sur Internet** (cf. p. 501).

Cette langue partagée est aussi l'occasion de réunir ses locuteurs qui souhaitent la célébrer, notamment lors de la Journée internationale de la Francophonie (cf. p. 542), mais qui veulent aussi réfléchir ensemble à l'avenir du français et aux conditions dans lesquelles cette langue continuera à porter les aspirations de la jeunesse. Le premier Forum mondial de la langue française, organisé à Québec en juillet 2012, a servi d'agora à la société civile francophone qui se retrouvera de nouveau en juillet 2015 à Liège, « cap Nord » de la francophonie européenne et capitale économique de la Wallonie (cf. p. 545).

Dans la compétition linguistique internationale, parmi les champs observés, de « bons esprits » s'accordent à disqualifier la langue française pour la communication internationale en général et tout particulièrement dans ses usages au sein des organisations internationales et dans la communication scientifique. Si l'on verra ici que le constat est en effet accablant dans ces deux secteurs, il faut préciser que cette situation, d'une part porte préjudice à

toutes les langues (y compris l'anglais qui s'éloigne de plus en plus de l'idiome appauvri et mal maîtrisé utilisé dans ces contextes), d'autre part a des conséquences nuisibles aux buts poursuivis par les acteurs.

En effet, en laissant s'installer un unilinguisme de fait dans leur fonctionnement quotidien (cf. p. 547) et malgré les efforts qui continuent d'être consacrés à la traduction et à l'interprétation des documents et interventions officiels, les organisations internationales compromettent la participation et l'expression des non-anglophones (cf. aussi p. 558 « Le mouvement sportif international »). Cette difficulté d'ordre démocratique s'accompagne d'une inefficacité croissante des modes de circulation et de partage d'une information dévalorisée par un contenu devenu flou, ambigu, voire incompréhensible. À l'écrit, les « révisions linguistiques » sont devenues la règle aussi bien à l'ONU qu'à l'Union européenne, pour tenter de redonner sens à des textes produits dans un anglais bancal, objets, au mieux de différentes interprétations, au pire d'interrogations sans fin sur les points de vue exprimés. Devenues de véritables indicateurs de mauvaise gestion, les questions linguistiques, dont certains pensaient ainsi réduire l'impact financier, se trouvent à la source de dépenses supplémentaires !

Par ailleurs, et l'argument bien que plus classique n'en est pas moins juste, l'absence de diversité des expressions favorise une forme d'uniformité des manières de voir et de concevoir un monde dont les mutations rapides réclament au contraire la mise en œuvre d'une « pensée complexe ».

De la même manière, l'écrasante domination de l'anglais dans les publications scientifiques (cf. p. 562) pose des problèmes qui vont bien au-delà de l'iniquité des rapports ainsi imposés aux chercheurs du monde entier. L'Académie britannique elle-même s'est déjà inquiétée à deux reprises¹ du risque d'appauvrissement et d'exclusion que faisait courir aux chercheurs du Royaume-Uni leur unilinguisme. Ainsi donc les anglophones natifs rejoindraient pour la même raison mais avec un effet inverse la cohorte des victimes de la domination... de l'anglais ! Les uns par un effet d'enfermement et de repli, les autres par les effets d'une soumission intellectuelle contraire au processus même de création et d'innovation. À ce sujet, les débats sont aussi anciens que la philosophie sur la prééminence de la pensée sur le langage, mais il faut entendre les déclarations, par exemple, d'un Laurent Lafforgue² (médaillé Fields en 2002, l'équivalent du prix Nobel de mathématiques) : « On a coutume de dire que c'est parce que l'école mathématique française occupe dans le monde une position exceptionnellement forte qu'elle peut préserver cet usage. Je suis persuadé que la relation de cause à effet est inverse : c'est dans la mesure où l'école mathématique française reste attachée au français qu'elle conserve son originalité et sa force. »

Un autre effet induit par le monopole linguistique exercé par l'anglais dans les publications a été constaté dans certains résultats ressortant d'une étude publiée par le Conseil supérieur de la langue française du Québec : la progression de l'usage des écrits de langue anglaise dans l'enseignement. Et ce, même si la quasi-totalité des thèses et des doctorats déposés au Québec le sont en français (cf. p. 569).

La question de la science en français ne se résume naturellement pas à la

communication internationale et l'on sait que les textes qui sont diffusés dans les grandes revues sont bien souvent le résultat d'une traduction d'un travail conçu, conduit et transcrit principalement dans la langue du ou des chercheurs qui les signent. À cet égard, il est intéressant de mentionner l'enquête ELVIRE, dont les résultats complets n'ont malheureusement jamais été publiés³, qui s'est déroulée en France entre 2007 et 2009 auprès de 1 963 directeurs de laboratoires et de 8 883 chercheurs. Les résultats confirment la domination de l'anglais dans la recherche internationale, mais son usage exclusif n'est confirmé « que » par 49 % à 69 % (selon les disciplines) des directeurs de laboratoires spécialisés dans les sciences dites « dures » (physique, chimie, biologie, sciences de l'univers...), même si sa prééminence est reconnue par presque tous. Ce pourcentage oscille même entre seulement 8 % et 19 % pour les sciences humaines et sociales. Par ailleurs, les chercheurs apportent un démenti à la vision unilingue du paysage éditorial scientifique. Certes, la diffusion de la publication et sa qualité ne sont pas mentionnées dans les résultats qu'a choisi de diffuser l'auteur de l'article, mais l'on constate que, par exemple, les ouvrages, articles ou chapitres rédigés en français uniquement occupent la première place dans l'activité éditoriale des chercheurs de sciences humaines et sociales au cours de deux années pleines (2007-2008). Même dans les sciences dures (mais pas dans la catégorie « articles »), il se trouve encore 5 ouvrages sur les 14 publiés qui sont uniquement en français et 15 chapitres (sur 48) qui sont en français seul (6) ou dans une association avec l'anglais.

Enfin, les chercheurs interrogés, même s'ils considèrent que « l'anglais est devenu d'usage si courant dans la recherche que le choix de la langue ne se pose plus », pensent majoritairement, et toutes générations confondues, que « d'autres langues que le français ou l'anglais sont nécessaires dans les sciences pour préserver la diversité culturelle ». //

¹ *Language matters* (avis de l'Académie britannique des sciences humaines et sociales de janvier 2009) et *Language matters more and more* (avis de janvier 2011).

² Dans un point de vue paru dans le n° 216 du mensuel *Pour la science*.

³ Même si François Héran, ancien directeur de l'INED, à l'origine de l'étude avec la Délégation générale à la langue française et aux langues de France (DGLFLF), en a livré sa synthèse toute personnelle dans le n° 501, de *Population & Sociétés* - juin 2013.